

La planète s'assèche à grande vitesse

- En 2050, la moitié de l'humanité pourrait pâtir de l'extension des zones arides.
- Face au risque croissant de pénuries d'eau, un rapport de l'Unesco prône le recours à de nouvelles solutions vertes.

ENVIRONNEMENT

Joël Cossardeaux
@JoelCossardeaux

La planète a de plus en plus soif. Plus du quart de la population mondiale vit déjà dans des zones soumises à des pénuries d'eau. Mais au train où vont les choses, en 2050, plus de la moitié de celle-ci, soit environ 5 milliards d'individus, risque d'y être confrontée et ce, pendant au moins un mois par an. C'est le scénario noir que donne à redouter le Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau, dévoilé ce lundi par la directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, dans le cadre du 8^e Forum mondial de l'eau qui se tient jusqu'à vendredi à Brasilia.

De fait, la consommation d'eau s'accroît et la ressource peine à se reconstituer. Les besoins mondiaux, estimés à environ 4.600 km³ par an en 2010, devraient se situer entre 5.500 et 6.000 km³ d'ici à 2050. Les progressions les plus fortes de la demande domestique sont attendues en Afrique et en Asie, où la consommation pourrait plus que

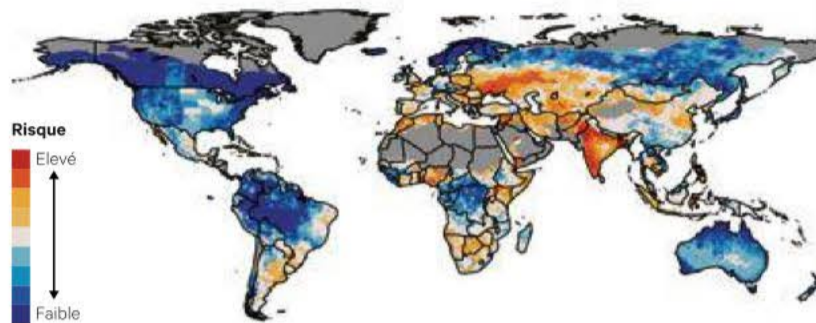
trippler. Mais c'est surtout l'utilisation de l'eau à des fins agricoles qui inquiète les experts. Les besoins vont croître de 60 % d'ici à 2025. Et à l'horizon 2050, les prélèvements annuels d'eau souterraine passeront d'un volume de 800 km³ à 1.100 km³ avec le développement de l'irrigation. Une pratique identifiée dans le rapport « comme le principal

Les progressions les plus fortes de la demande domestique sont attendues en Afrique et en Asie.

moteur de l'épuisement » de ces gisements. « Un tiers des plus grands systèmes d'eaux souterraines sont déjà en détresse », pointent les experts des Nations unies.

Le problème du partage de l'eau, le thème central de ce Forum qui réunit tous les acteurs du secteur (entreprises, Etats, autorités locales, ONG, chercheurs, etc.) a gagné en acuité. Préserver et reconstituer une ressource soumise à une pression démographique croissante

Sécheresse : les risques s'étendent sur la planète



LES ÉCHOS / SOURCE : ONU, CARRAO ET AL.

et aux redoutables effets du dérèglement climatique, devient chaque jour plus urgent. Selon le rapport de l'ONU, les réservoirs, les systèmes d'épuration et autres « infrastructures grises » ne peuvent plus suffire seuls à la tâche. Pour son rédacteur en chef, Richard Connor, « il faut aussi travailler avec la nature, l'imiter ».

Ces « solutions vertes », qui préservent le rôle joué par les écosystèmes, sont déjà à l'œuvre dans bien plus d'endroits et depuis bien plus longtemps qu'on ne le croit. A Madagascar, le Système de riziculture intensive (SRI), un système 100 % naturel introduit en 1984, a permis de multiplier par six la production de riz avec deux fois moins

d'eau et dix fois moins de semences. La Jordanie, qui se place dans le trio de tête des pays les plus arides de la planète, a renoué avec les pratiques Hima de gestion des terres, qui, pendant des millénaires, ont favorisé la conservation des ressources et de la biodiversité. Le retour à ces techniques ancestrales permet aux populations de vivre

décemment et de se maintenir sur leur territoire. Mieux, selon le rapport, avec le développement de pratiques plus vertes, « la production agricole pourrait augmenter de près de 20 % ». Les villes ne sont pas en reste. New York dispose de la plus grande source d'eau non filtrée des Etats-Unis par le simple fait de protéger depuis la fin des années 1990 les trois bassins hydrologiques qui l'approvisionnent. Ce dispositif lui fait économiser chaque année plus de 300 millions de dollars en frais de traitement de l'eau. Autre solution verte, celle qu'un consortium sino-australien s'approprie à lancer en 2020 dans le cadre des « sponges cities » (villes-éponges), un programme consistant notamment à rendre les sols plus perméables et à réhabiliter les zones humides de seize cités-pilotes chinoises.

Ces « infrastructures vertes » ne sont pas la panacée. « Il existe en effet un seuil au-delà duquel les impacts négatifs affectant un écosystème deviennent irréversibles », indique le rapport. Pour autant, ces solutions naturelles ne méritent pas la part marginale qu'elles occupent dans les investissements environnementaux. ■



La mer Morte recule d'un mètre par an, selon certaines études. Photo Menahem Kanaha/AFP

Le plan de sauvetage de la mer Morte toujours en attente de financements

Le lancement du projet de pipeline « Red-Dead » reliant la mer Rouge à la mer Morte, réactivé en 2015, est suspendu à la validation des plans de financement de la Jordanie et d'Israël. Pendant ce temps-là, le grand lac d'eau salée du Proche-Orient recule.

Le terme de pharaonique lui convient toujours, bien que son financement ait été revu à la baisse. Le projet « Red-Dead » (mer Rouge-Morte), qui doit enrayer le processus d'assèchement du grand lac d'eau salée du Proche-Orient, met en jeu un investissement de 1 milliard de dollars. C'est dix fois moins que ce qui avait été annoncé en 2005 quand Israël, la Jordanie et l'Autorité palestinienne, se sont entendus pour donner vie à ce vieux rêve.

Le retrait de la Banque mondiale a entraîné une remise à plat complète du scénario initial, très surdimensionné, qui avait été bâti pour

réaliser ce chantier. Sa nouvelle mouture a fait l'objet d'un accord entre Israël et la Jordanie en février 2015. Elle prévoit la réalisation dans ce dernier pays d'une unité de dessalement à Aqaba, et d'un pipeline de 180 kilomètres reliant la mer Rouge à la mer Morte.

Le premier ouvrage doit fournir 65 millions de mètres cubes d'eau douce par an, dont 35 millions vendus à Israël pour approvisionner la station d'Eilat, au nord de la mer Rouge. Les autres 30 millions de mètres cubes sont destinés à la Jordanie. Le second ouvrage doit transporter la saumure rejetée par l'usine d'Aqaba jusqu'à la mer Morte, et ce à raison de 235 millions de mètres cubes par an. Un volume considéré comme le meilleur point d'équilibre entre la nécessaire préservation de la biodiversité propre à la mer Morte et l'impératif de ralentir au maximum la baisse de son niveau.

Le déclenchement des opérations se profile. Reste cependant à savoir quand va tomber la décision de Jérusalem de débiter sa part de finan-

cement. Israël tarde à apporter les 140 millions de dollars attendus, selon Amman qui, de son côté, assure être tout proche de faire aboutir son propre dossier de financement, du même montant. « En réponse à la requête du gouvernement jordanien, une proposition de prêt est en cours d'instruction par l'AFD, qui a été validée en décembre par son comité des risques », signale Atika Ben Maid.

Le privé déjà mobilisé

La chargée de projets à l'Agence française de développement (AFD) en Jordanie précise aussi que les autres contributeurs européens (Union européenne, Banque européenne d'investissement, Espagne et Italie) en sont au même stade et attendent que le dossier soit finalisé entre la Jordanie et Israël, pour le faire valider définitivement par leurs conseils d'administration. « Avec ces partenaires, on espère signer un montant de cofinancement qui correspond à la contribution totale attendue par la Jordanie avant la fin de cette année », ajoute-t-elle.

Les autres financements ne posent pas de problème. Plusieurs pays, dont la France, l'Italie, le Japon et surtout les Etats-Unis, qui ont prévu d'apporter 100 millions de dollars, vont contribuer directement au projet et, ce à un niveau d'aides qui totalise aujourd'hui 120 millions de dollars. Enfin, les 600 millions que doit apporter le privé ne sont pas un problème. Cinq consortiums, dont le français Suez, ont été pré-qualifiés pour porter ce projet dans le cadre d'un partenariat public-privé. Rien n'est joué cependant.

Iyad Dahiyat, le secrétaire général de la Water Authority of Jordan, fait état de « difficultés » avec Israël. Depuis la fusillade survenue en juillet dernier à Amman, dans l'ambassade d'Israël, les relations entre les deux pays se sont tendues. La récente arrivée d'un nouveau représentant diplomatique de l'Etat juif dans la capitale jordanienne augure un début de réchauffement qui ne peut pas faire de tort à « Red-Dead ». — J. C.

En Jordanie, l'afflux de réfugiés avive les tensions sur la ressource en eau

Tenus de partager une ressource en eau de plus en plus rare, les Jordaniens et les réfugiés syriens peinent à maintenir des relations de confiance.

Mohammad Al-Mansouri est gêné pour répondre. Non, son logement, le douzième qu'il occupe depuis qu'il a fui en 2013 à Deraa, une ville syrienne proche de Ramtha, au nord de la Jordanie, et où il vit désormais, n'est pas insalubre. Oui, il pourrait devoir rechercher un autre hébergement pour sa famille, car un différend l'oppose à son propriétaire actuel qui lui fait partager sa maison. Celui-ci exige qu'il règle la moitié de sa facture d'eau, soit 40 dinars, sans connaître sa consommation. Et pour cause, il n'y a qu'un compteur pour toute la maison et seul son bailleur y a accès. Mohammad Al-Mansouri, qui payait auparavant 5 à 6 dinars par trimestre, peine à s'en sortir et se sent floué.

Il n'est pas le seul à reprocher aux Jordaniens de profiter de la situation des réfugiés. La suspicion s'est installée entre les uns et les autres, nourrie par le lancinant problème d'approvisionnement en eau dont souffre le pays. Chaque Jordanien dispose de 123 m³ par an. C'est l'un des niveaux les plus faibles au monde, bien inférieur au minimum requis (500 m³) pour échapper aux pénuries.

De fait, les foyers du pays sont de plus en plus rationnés. Le réseau leur envoie de l'eau une fois par semaine, le temps de recharger leurs citernes. Des ravitaillements éclair qui tendent à s'espacer et à faire monter le ressentiment de beaucoup de Jordaniens à l'égard

des réfugiés. Leur présence massive – de l'ordre de 650.000 personnes, selon l'ONU, sur une population de 9,5 millions d'habitants – a encore compliqué l'équation posée par le partage de l'eau, un boulet qui plombe l'économie du pays.

Dans le gouvernorat d'Irbid, qui compte un peu plus de 135.000 réfugiés, dont la famille de Mohammad Al-Mansouri, la demande atteint un niveau hors normes. « Les besoins ont crû de 40 % depuis 2011, contre 21 % en moyenne nationale », s'alarme Iyad Dahiyat, le secrétaire général de la Water Authority of Jordan. Doux ces mesures de restriction de plus en plus mal vécues par les Jordaniens. Et ce, d'autant plus que le prix du mètre cube, encore très abordable (1,2 dollar), ne cesse de monter et qu'ils le payent intégralement. Ce n'est pas le cas dans les camps de réfugiés. L'eau est fournie gratuitement et la facture envoyée à l'Unicef est exempte de taxes.

Des problèmes de mise aux normes

Ces camps n'abritent pourtant que 15 % de ces Syriens déplacés. Comme Mohammad Al-Mansouri, la plupart partagent l'habitat des Jordaniens, vivent dans les mêmes immeubles. A ceci près que leur hébergement pose plus souvent des problèmes de mise aux normes. Tous les espaces loués n'ont pas été conçus pour être habités et n'ont pas forcément l'eau courante.

Une bonne partie du succès du programme lancé fin 2016 par l'Agence française de développement (AFD), de plus en plus présente en Jordanie, avec deux ONG, Action contre la Faim et le Norwegian Refugee Council, se joue là.

D'ici novembre 2019, pas moins de 10.000 foyers de réfugiés situés dans l'agglomération du Grand Irbid et du district de Ramtha, doivent faire l'objet d'un accompagnement social, qui pour être raccordé au réseau d'eau potable, qui pour bénéficier d'un compteur ou d'une citerne. L'opération mobilise un budget de 10 millions d'euros, issus du Madad, un fonds de secours européen pour les réfugiés syriens. Ce n'est pas de trop pour atténuer les tensions qui règnent sur le terrain. — J. C.

123

MÈTRES CUBES D'EAU PAR AN

C'est le volume dont dispose chaque Jordanien ; un niveau bien inférieur au minimum requis (500 m³) pour échapper aux pénuries.